

Unité départementale de l'Isère
17 boulevard Joseph Vallier
38040 GRENOBLE

GRENOBLE, le 03/04/2023

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 28/03/2023

Action régionale coup de poing "Stockage de produits chimiques"

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

NCV PRODUCTION

ZI des Vallons
14 rue Joseph Marie Jacquard
38110 La Tour-du-Pin

Référence : 2023-Is010SSP
Code AIOT : 0010400069

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 28/03/2023 dans l'établissement NCV PRODUCTION implanté ZI des Vallons 14 avenue Joseph Marie Jacquard 38110 Cessieu. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Cette inspection s'inscrit dans le cadre d'une action régionale relative aux conditions de stockage des produits chimiques.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- NCV PRODUCTION
- ZI des Vallons 14 avenue Joseph Marie Jacquard 38110 Cessieu
- Code AIOT : 0010400069
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

La société NCV Production (Groupe Porcher Industries) exploite le site de Cessieu pour la fabrication de tissus techniques à base de fibre de verre et de fibres synthétiques notamment pour l'automobile (airbags) et pour les domaines sportifs (voiles de parapentes, parachutes...). L'activité de NCV Production est répartie sur deux établissements à Cessieu, tous deux classés ICPE, l'un spécialisé dans le tissage et la teinture, l'autre spécialisé dans l'enduction des textiles. La présente inspection porte uniquement sur le site de tissage et teinture.

L'activité de ce site relève du régime de l'autorisation et est encadrée par l'arrêté préfectoral d'autorisation n° 99-3697 du 25 mai 1999 et les arrêtés préfectoraux complémentaires n°2010-07771 du 24 septembre 2010 (RSDE) et n°2013232-0021 du 20 août 2013 (situation administrative et rejets aqueux).

Les thèmes de visite retenus sont les suivants :

- Conditions de stockage des produits chimiques (Action régionale – Arrêté ministériel du 04/10/2010)

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - les observations éventuelles ;
 - le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suites, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il pourra être proposé à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives ;
- « sans suite administrative ».

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
1	Étiquetage des produits chimiques	Règlement européen du 16/12/2008, article 17	/	Sans objet
2	Fiche de données de sécurité	Règlement européen du 18/12/2006, article 30, 35, 37-5	/	Sans objet
3	Capacités de rétention des produits chimiques	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 25-I et VI	/	Sans objet
4	Entretien de la rétention des produits chimiques	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 25-II et VI	/	Sans objet
5	Produits incompatibles et réservoirs associés à des rétentions	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 25-II et III	/	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Il n'a pas été relevé de non-conformité lors de cette visite sur le thème du stockage des produits chimiques.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Étiquetage des produits chimiques

Référence réglementaire : Règlement européen du 16/12/2008, article 17
Thème(s) : Produits chimiques, CLP
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Pour les stockages de produits chimiques dans leur emballage commercial : Une substance ou un mélange classé comme dangereux et contenu dans un emballage est revêtu d'une étiquette comportant [...] les pictogrammes de danger , les mentions d'avertissement, de danger et les conseils de prudence.
Constats : À la demande de l'inspection des installations classées, l'exploitant a présenté son état des stocks des produits chimiques. Par sondage, l'Inspection a choisi de contrôler deux substances indiquées dans l'état des stocks : - Acide formique > 78,5 % - Alcool éthylique 96 % dénaturé Lors de la visite sur site, l'Inspection a constaté que l'acide formique était stocké en fût dans un local dédié aux produits chimiques appelé « la cuisine ». Le fût d'acide formique comportait un étiquetage conforme au règlement CLP. Par contre, il n'a pas été constaté la présence d'alcool éthylique. L'exploitant a indiqué que l'état des stocks présenté inclut les produits du site d'enduction situé en face du site inspecté et que l'alcool éthylique est peut-être stocké sur le site d'enduction. Le stockage d'alcool éthylique n'a donc finalement pas été contrôlé lors de cette visite.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 2 : Fiche de données de sécurité

Référence réglementaire : Règlement européen du 18/12/2006, article 30, 35, 37-5
Thème(s) : Produits chimiques, REACH
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Le fournisseur d'une substance ou d'une préparation fournit au destinataire de la substance ou de la préparation dangereuse une fiche de données de sécurité. Les employeurs donnent à leurs travailleurs et aux représentants de ceux-ci accès aux informations transmises dans la fiche de données de sécurité et portant sur les substances ou les préparations que ces travailleurs utilisent ou auxquelles ils peuvent être exposés dans le cadre de leur travail. Tout utilisateur en aval identifie, met en œuvre et, le cas échéant, recommande des mesures appropriées visant à assurer une maîtrise valable des risques identifiés dans la ou les fiches de données de sécurité qui lui ont été transmises.
Constats : À la demande de l'Inspection, l'exploitant a présenté les FDS de l'acide formique > 78,5 % et de l'alcool éthylique 96 % dénaturé. La FDS de l'acide formique est datée du 19/02/2021. La FDS de l'alcool éthylique 96 % dénaturé date de 2018. Le règlement (UE) n°2020/878 a modifié l'annexe II du règlement (CE) n°1907/2006 (REACH) en introduisant de nouvelles exigences relatives à l'élaboration des FDS (nanoformes, perturbateurs endocriniens, n°UFI...). La FDS de l'alcool éthylique 96 % dénaturé n'est donc pas à jour avec les nouvelles exigences. Si l'exploitant est amené à stocker ce produit sur son site, il devra solliciter auprès de son fournisseur (BRENNTAG) une FDS conforme aux nouvelles exigences du règlement REACH. Le contrôle des dispositions relatives au stockage et aux moyens d'extinction de l'acide formique indiquées dans la FDS par rapport aux conditions de stockage et aux moyens d'extinction mis en œuvre sur le site n'a pas mis en évidence d'anomalies.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 3 : Capacités de rétention des produits chimiques

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 25-I et VI
Thème(s) : Risques chroniques, Capacités de rétention
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Tout stockage d'un liquide susceptible de créer une pollution des eaux ou des sols est associé à une capacité de rétention dont le volume est au moins égal à la plus grande des deux valeurs suivantes : <ul style="list-style-type: none">- 100 % de la capacité du plus grand réservoir « ou récipient associé » ;- 50 % de la capacité totale des réservoirs associés « ou récipients associés ». Cette disposition n'est pas applicable aux bassins de traitement des eaux résiduaires. Pour les stockages de récipients mobiles de capacité unitaire inférieure ou égale à 250 litres, la capacité de rétention est au moins égale à : <ul style="list-style-type: none">– dans le cas de liquides inflammables ou de liquides combustibles de point éclair compris entre 60° C et 93° C, 50 % de la capacité totale des « récipients » ;– dans les autres cas, 20 % de la capacité totale des « récipients » ;– dans tous les cas, 800 litres au minimum ou égale à la capacité totale lorsque celle-ci est inférieure à 800 litres. Les aires de chargement et de déchargement routier et ferroviaire de matières dangereuses [respectent également ces prescriptions].
Constats : Le fût d'acide formique est stocké sur une rétention compartimentée, chaque compartiment faisant environ 1 m ³ . Au regard du volume de produits stockés au droit du compartiment où est stocké l'acide formique, le volume de rétention apparaît suffisant. En réponse à une demande de l'inspection, l'exploitant a indiqué qu'il n'y a pas de livraison de produits chimiques dangereux en camions citernes sur le site.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 4 : Entretien de la rétention des produits chimiques

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 25-II et VI
Thème(s) : Risques chroniques, Entretien de la rétention et gestion des eaux
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : La capacité de rétention est étanche aux produits qu'elle pourrait contenir. Elle résiste à la pression statique du produit éventuellement répandu et à l'action physico-chimique des produits pouvant être recueillis. Il en est de même pour son dispositif d'obturation qui est maintenu fermé. Les aires de chargement et de déchargement routier et ferroviaire de matières dangereuses [respectent également ces prescriptions]. A défaut, les orifices d'écoulement issus de ces dispositifs sont munis d'un dispositif automatique d'obturation pour assurer ce confinement. L'exploitant veille au bon état des rétentions. Il veille également à ce que les volumes potentiels de rétention restent disponibles en permanence. En particulier, les rétentions des stockages à l'air libre sont vidées aussi souvent que nécessaire des eaux pluviales s'y versant.
Constats : S'agissant d'une cuvette de rétention creusée sous le niveau du sol et recouverte d'un caillebotis, l'état de la cuvette de rétention où est stocké le fût d'acide formique a été difficilement contrôlable lors de cette visite. Il s'agit d'une rétention borgne. L'exploitant a indiqué que les rétentions sont pompées et nettoyées tous les ans. Les autres produits dangereux stockés dans le local sont soit stockés sur la rétention à compartiments, soit stockés sur des rétentions mobiles.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 5 : Produits incompatibles et réservoirs associés à des rétentions

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 25-II et III
Thème(s) : Risques chroniques, Produits incompatibles et réservoirs
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Les réservoirs ou récipients contenant des produits incompatibles ne sont pas associés à une même rétention. Les réservoirs sont équipés de manière à pouvoir vérifier leur niveau de remplissage à tout moment et empêcher ainsi leur débordement en cours de remplissage.
Constats : L'acide formique est un produit corrosif. L'Inspection n'a pas identifié de produits incompatibles associés au même compartiment de rétention que l'acide formique. Des produits basiques comme de la soude étaient stockés dans la même zone que l'acide formique mais au droit de compartiments de la rétention différents des acides.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet